

Dépistage : les femmes francophones de la périphérie sont désavantagées

CANCER DU SEIN La maîtrise insuffisante du néerlandais nuit gravement à la santé

► On connaissait les tracasseries administratives des francophones de la périphérie bruxelloise.

► Elles s'étendent aussi au domaine de la santé.

Les chiffres (lire l'infographie ci-contre) parlent d'eux-mêmes et ont interpellé le seul député francophone du parlement flamand, Christian Van Eycken. La Flandre, beaucoup plus en pointe depuis une quinzaine d'années en matière de dépistage du cancer du sein que la partie francophone du pays, vient d'entamer sa nouvelle campagne de prévention de dépistage d'une des affections les plus fréquentes et graves dans notre pays (près de 10.000 cas par an).

Le nombre de femmes néerlandophones qui se rendent à cet examen de dépistage dans une

unité de mammographie reconvenue – une consultation gratuite pour toutes les affiliées à une mutualité âgées de 50 à 69 ans – représente près de la moitié de la population. La province du Limbourg obtient le taux de participation le plus élevé (près de six femmes sur dix) et celle du Brabant flamand, le taux le plus bas (moins de quatre femmes sur dix).

« La mention "Ce document peut-être demandé en français sur simple demande" n'est pas obligatoire » JO VANDEURZEN

C'est dans les communes à facilités et les communes flamandes les plus proches de Bruxelles – celles de la périphérie qui recensent le plus de francophones – que ces taux sont particulièrement bas. Dans les six communes à facilités, rares sont les femmes qui font appel à ce service gratuit de dépistage : moins d'une femme sur dix à Drogenbos, moins d'une sur huit à Kraainem,

guère plus à Rhode ou à Linkebeek. En revanche, elles sont un peu plus nombreuses à Wemmel, la plus flamande des six communes à facilités (près de trois sur dix).

Dans les communes unilingues flamandes proches de la capitale, la même tendance se confirme. Dans les entités de Beersel, Dilbeek, Meise, Overijse, Leeuw-Saint-Pierre, Tervuren, la proportion de femmes qui se soumettent aux tests de dépistage fluctue entre 20 et 35 %, très en deçà de la moyenne des autres provinces du nord du pays.

Comment expliquer ces criantes disparités ? Par le contexte linguistique, une fois de plus. Dans les faits, chaque personne vivant sur le territoire flamand et appartenant au groupe cible bénéficiant tous les deux ans du dépistage du cancer du sein, reçoit, dans sa boîte aux lettres, une invitation à participer au test. Le hic, pour nombre de

francophones ne maîtrisant pas la langue de Vondel, c'est que l'invitation est rédigée en néerlandais. Nulle part ne figure, comme dans d'autres services publics néerlandophones, la mention francophone : « Ce document peut être demandé en français sur simple demande. »

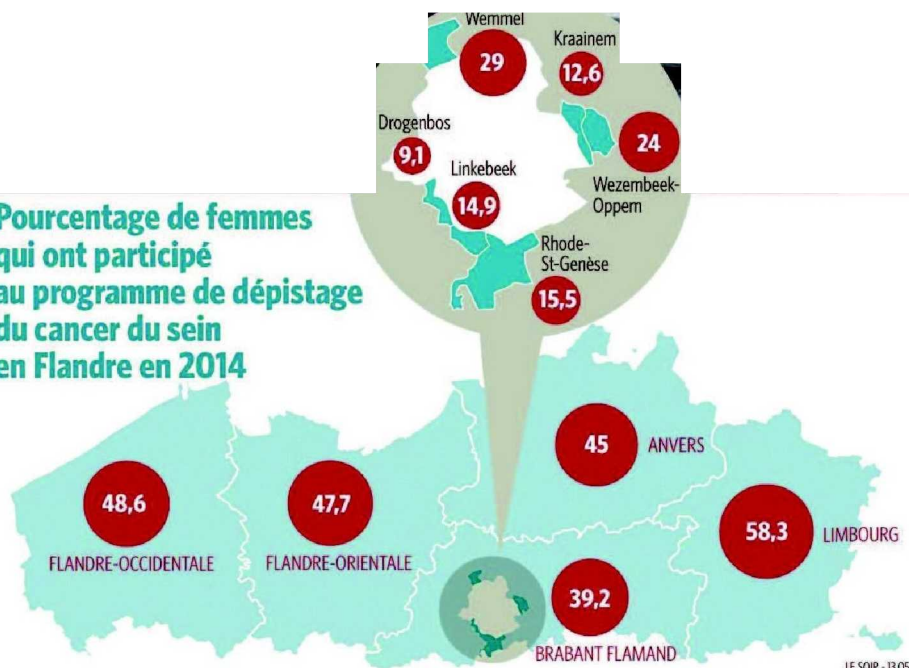
Ce sont les intéressées elles-mêmes qui doivent expressément faire la demande de la traduction du texte en français via les services administratifs de leur commune ou au centre de dépistage du cancer qui a envoyé l'invitation. Les francophones peuvent également obtenir cette traduction en la téléchargeant via internet (1). Mais manifestement, cette démarche administrative supplémentaire pour obtenir un document aux termes scientifiques et médicaux, d'autant plus intraduisibles pour un locuteur peu féru de néerlandais, décourage nombre de candidates au dépistage.

Conclusion : les habitants des communes flamandes de la périphérie bruxelloise, déjà confrontés aux tracasseries administratives, sont aussi discriminés dans l'offre de dépistage susceptible de détecter des stades (pré)cancéreux. ■

DIRK VANOVERBEKE

(1) www.bevolkingsonderzoek.be/algemeen/talen-frans

Pourcentage de femmes qui ont participé au programme de dépistage du cancer du sein en Flandre en 2014



RÉACTION**« Relativisons »**

Jo Vandeurzen (CD&V), le ministre flamand de la Santé publique confirme : *« Dans les communes à facilités, la participation au dépistage du cancer du sein varie entre 10 et 30 %, alors que la moyenne de cette participation en Flandre est de 49,5 %. »* Le ministre reconnaît qu'*« une des causes possibles de ces disparités réside dans le fait que l'ensemble de la population-cible ayant reçu la lettre d'invitation en néerlandais ne la comprend pas et que, dès lors, elle ne répond pas à l'invitation de dépistage. »* Mais il relativise, en indiquant que les taux de participation à ces opérations de dépistage varient fortement selon les Régions. Il précise que cette participation est beaucoup plus importante en Flandre que dans les deux autres Régions. *« Il est possible aussi que nombre de personnes choisissent un autre circuit de dépistage que le nôtre. »*

L'argument tient la route. Nombre de francophones de la périphérie sont peut-être tentés de choisir un dépistage dans un hôpital bruxellois proche de chez eux. Il n'empêche : le plus bas taux de participation est celui de Drogenbos, commune très majoritairement francophone et aux revenus faibles pour la plupart. Pourquoi une femme sur dix seulement participe-t-elle à l'opération gratuite de la Flandre, sinon par incompréhension de la langue néerlandaise ?

D.V.